

JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DECRETS

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

ABONNEMENTS

Togo France et autres Pays d'expression française 1 an 8 mois	
Ordinaire	1.300 frs 800 frs
Avion	3.300 frs 1.700 frs
ETRANGER 1 an 8 mois	
Ordinaire	1.600 frs 800 frs
Avion	3.700 frs 2.300 frs
PREMIER	
An comptant à l'imprimerie : 75 frs	
Par porteur ou par poste :	
Togo, France et autres Pays d'expression française 80 frs	
Etranger Port en sus.	

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITOGO B. P. 881 — Tél: 37-18 — LOMÉ

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 80 frs
minimum 250 frs
Cheque annone répété : moitié prix :
minimum 250 frs

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION :

CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

TÉLÉPHONE 27-81 — LOMÉ

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Décisions portant affectations et nomination 416

MINISTERE DELEGUE A LA PRESIDENCE CHARGE DE L'INTERIEUR

Arrêté portant admission à la retraite et rectificatif à un précédent arrêté portant désignation d'un chef de village 416

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1973

9 août — Décision no 761-MFE portant autorisation de paiement d'une somme à l'association togolaise pour les Nations Unies à Lomé 417

14 août — Arrêté no 339-MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Amaghi Tété Richard 417

14 août — Arrêté no 340-MFE/CR portant révision de la pension de retraite de M. Thom Robert 417

14 août — Arrêté no 341-MFE/CR portant révision de la pension de retraite de M. Binazon Dovi Thomas 418

16 août — Décision no 781-MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au profit du journal « Le Sportif Togolais » à Lomé 417

21 août — Arrêté no 342-MFE/CR accordant des allocations familiales à M. Edarh Jean. 418

21 août — Arrêté no 343-MFE/CR portant révision de la pension de retraite de M. Yola Aboudou 418

21 août — Arrêté no 344-MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kondoh Atchi 418

21 août — Arrêté no 345-MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Adjanké Ayité Siméon 419

21 août — Arrêté no 347-MFE/CR portant révision de pensions des ayants-cause de M. Dossou Jean 419

21 août — Arrêté no 349-MFE/CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. Quenum Pierre Claver 419

21 août — Arrêté no 350-MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Kodjo Nutsuah Emile 419

21 août — Arrêté no 351-MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Sahossé Paul 420

21 août — Arrêté no 352-MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Amekudji Marcellin 420

21 août	— Arrêté no 353-MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Bamela Eso	420
21 août	— Arrêté no 354-MFE/CR accordant une majoration pour famille nombreuse à M. Badjonga Koudoliga	421
21 août	— Arrêté no 355-MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Donakibe Laré	421
Arrêté no 48-MFE/MF/CR du 11 février 1969 portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Nuworsu K. Stéphan (rectificatif)		421
Décision portant nominations et affectations		421

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Rectificatif à un précédent arrêté portant nomination.	422
--	-----

SECRETARIAT D'ETAT A LA PRESIDENCE CHARGE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU PLAN

1973

22 août	— Décision no 90-SEPCIP/SFCEP portant autorisation de paiement d'une somme à l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA) à Lomé	422
22 août	— Décision no 91-SEPCIP/SFCEP portant autorisation de paiement d'une somme à l'institut français du café et du cacao et autres plantes stimulantes (I.F.C.C.) à Paris	422

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1973

13 août	— Arrêté no 578-MFP portant promotion dans le corps du personnel des travaux publics et des techniques industrielles	422
13 août	— Arrêté no 579-MFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement	422
13 août	— Arrêté no 580-MFP portant promotion dans le corps du personnel des travaux publics et des techniques industrielles	422
14 août	— Arrêté no 588-MFP portant promotion dans le corps du personnel de la météorologie et de l'aéronautique civile	423
14 août	— Arrêté no 592-MFP portant promotion dans le corps du personnel de la météorologie et de l'aéronautique civile	423
14 août	— Arrêté no 593-MFP portant promotion dans le corps du personnel de la météorologie et de l'aéronautique civile	423
Arrêtés et décisions portant intégrations, admission dans divers corps de la fonction publique, nomination, titularisations, passages automatiques d'échelon, régularisation de situations administratives, mise en disponibilité, radiation, changement d'emploi, classements, constatation d'absence irrégulière, sanctions disciplinaires et admission à la retraite		423

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES ET DES TRANSPORTS

Décision portant nomination	430
---------------------------------------	-----

DIVERS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Arrêté accordant un secours scolaire	430
--	-----

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Récépissé de déclaration d'association (<i>Mutuelle générale des enseignants togolais — MUGET</i>)	430
--	-----

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Affectations

DECISION No 47-MAE du 10-8-73. — M. Kpa'ete Alexis, administrateur civil de 2^e classe 2^e échelon, conseiller à l'ambassade du Togo à Washington est affecté au ministère des affaires étrangères (division des conférences internationales) pour compter du 1^{er} octobre 1972.

DECISION No 48-MAE du 10-8-73. — M. Kpa'ete Alexis, administrateur civil de 2^e classe 2^e échelon en service au ministère des affaires étrangères (division des conférences internationales), est affecté à l'ambassade du Togo à Lagos (Nigéria) en qualité de conseiller.

Les émoluments de M. Kpa'ete sont imputables au budget général, chapitre 12, article 9.

La présente décision a effet pour compter du 1^{er} août 1973.

MINISTERE DELEGUE A LA PRESIDENCE CHARGE DE L'INTERIEUR

Retraite

ARRETE No 88-INT-CGC du 10-8-73. — Le gardien de circonscription de 1^{re} classe Tewelou Lakignan mte 113 du détachement de Nuafja, est admis à faire valoir ses droits à la retraite après 20 ans de services effectifs pour compter du 1^{er} septembre 1973. Dans la limite

de ses droits, il pourra prétendre à un congé libérable de trois mois valable du 1^{er} juin au 30 août 1973 inclus, délai de route compris avec solde de présence, et pourra bénéficier de la gratuité de transport pour lui et sa famille en vue de rejoindre son foyer.

L'intéressé sera rayé des contrôles du corps des gardiens de circonscription pour compter du 1^{er} septembre 1973.

Rectificatif

RECTIFICATIF du 16 août 1973 à l'arrêté n° 83-PR-INT-APA du 27 juin 1973 portant désignation d'un chef de village.

Au lieu de :

M. Kpiki Sama Pascal, qui relève de l'autorité du chef de Pya, percevra une indemnité de 12.000 francs (douze mille francs), compte tenu de l'importance de la population dont l'administration lui est confiée.

Lire :

M. Kpiki Sama Pascal, qui relève de l'autorité du chef de Pya, percevra une indemnité mensuelle de 12.000 frs (douze mille francs soit 144.000 francs) par an imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 14, article 6, compte tenu de l'importance de la population dont l'administration lui est confiée.

Le reste sans changement.

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Autorisations de paiement

DECISION N° 761-MFE du 10-8-73. — Une subvention de soixante-cinq mille (55.000) francs est accordée à l'association togolaise pour les Nations Unies pour permettre à son délégué à l'assemblée plénière de la fédération mondiale des associations pour les Nations Unies de couvrir les frais de son séjour à Genève.

Le montant de cette subvention sera mandaté au nom de M. Alphonse Akpabè Goumou II, président de ladite association.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 42, article 4.

DECISION N° 781-MFE-F du 16-8-73 — Une subvention de cinq cent mille (500.000) francs est accordée au journal « Le Sportif Togolais ».

Cette somme sera mandatée par bon de caisse au nom de M. Benoît Gnamey, directeur général dudit journal.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 33, article 11.

Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

ARRETE N° 339-MFE-CR du 14-8-73 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 61 %) au montant annuel de cent trente neuf mille sept cent soixante (139.760) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amagli Tètè Richard, brigadier 3^e échelon du corps du personnel des douanes du Togo (indice 510) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1973.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Amagli Tètè Richard pour compter du 1^{er} juillet 1973, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Adolph, né le 2 septembre 1946
Alexandre, né le 10 mai 1947
Jean, né le 21 août 1948
Mathilde, née le 19 octobre 1949
Françoise, née le 2 avril 1951
Prosper, né le 27 mai 1953.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à trente quatre mille neuf cent quarante (34.940) francs pour compter du 1^{er} juillet 1973.

M. Amagli Tètè Richard pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1973 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 18^e rang) ci-après désignés :

Germaine, née le 28 mai 1955
Suzanne, née le 4 août 1955
Jeanette, née le 19 août 1957
Andréas, né le 30 novembre 1957
Vincentia, née le 22 janvier 1960
Fidèle, née le 18 mars 1960
Patricia, née le 13 décembre 1963
Augustin, né le 28 août 1965
Caroline, née le 2 août 1966
Albertine, née le 7 avril 1968
Valérie, née le 1^{er} avril 1970
Nathalie, née le 27 juillet 1972.

ARRETE N° 340-MFE-CR du 14-8-73 — La pension pour ancienneté concédée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Thom Robert, infirmier d'Etat de 1^{re} classe 2^e échelon du corps du personnel de la santé publique du Togo admis à la retraite, est révisée et fixée au taux de 73 % des émoluments de base correspondant à l'indice 800 pour compter du 1^{er} janvier 1973.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à deux cent soixante deux mille trois cent cinquante six (262.356) francs pour compter du 1^{er} janvier 1973.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Thom Robert pour compter du 1^{er} janvier 1973, une majoration pour famille nom-

breuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Cécile, née le 2 juin 1940
 Antoine, né le 31 mai 1943
 Joseph, né le 19 mars 1946
 Angèle, née le 31 mai 1947
 Michel, né le 29 septembre 1948
 Henri, né le 21 juillet 1950.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante cinq mille cinq cent quatre vingt douze (65.592) francs pour compter du 1^{er} janvier 1973.

M. Thom Robert pourra prétendre, pour compter du 1^{er} janvier 1973 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants du (8^e au 18^e rang) ci-après désignés :

Agnès, née le 10 juin 1953
 Awaou, née le 14 décembre 1954
 Benoit, né le 22 mars 1956
 Christophe, né le 27 juillet 1957
 Colette, née le 19 février 1959
 Léon, né le 13 février 1961
 Malassiba, née le 14 janvier 1963
 Martine, née le 30 janvier 1964
 Nandjani, née le 31 décembre 1965
 Simon, né le 17 février 1970
 Julienne, née le 9 décembre 1970.

Les sommes déjà perçues par l'intéressé en application de l'arrêté n° 75-MFE-CR du 14 février 1973, seront déduites des arrérages de la nouvelle pension fixée par le présent arrêté.

ARRETE N° 341-MFE-CR du 14-8-73 — La pension pour ancienneté concédée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Binazon Dovi Thomas, contremaître principal 2^e échelon du corps du personnel des chemins de fer et wharf du Togo admis à la retraite, est révisée et fixée au taux de 69 % des émoluments de base correspondant à l'indice 950 pour compter du 1^{er} avril 1973.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à deux cent quatre vingt quatorze mille quatre cent soixante seize (294.476) francs pour compter du 1^{er} avril 1973.

Il est également attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Binazon Dovi Thomas pour compter du 1^{er} avril 1973, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Léonie, née le 18 juin 1942
 Justine, née le 9 septembre 1946
 Mathieu, né le 20 septembre 1946
 Lucia, née le 25 décembre 1946
 Julienne, née le 2 février 1952
 Elisabeth, née le 2 novembre 1954.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante treize mille six cent vingt (73.620) francs pour compter du 1^{er} avril 1973.

M. Binazon Dovi Thomas pourra prétendre, pour compter du 1^{er} avril 1973 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 10^e rang) ci-après désignés :

Hélène, née le 18 août 1958
 Hortence, née le 11 janvier 1961
 Mathieu, né le 21 septembre 1963
 Grégoire, né le 11 mars 1964.

Les sommes déjà perçues par l'intéressé en application de l'arrêté n° 218-MFE-CR du 16 mai 1973, seront déduites des arrérages de la nouvelle pension fixée par le présent arrêté.

ARRETE N° 342-MFE-CR du 21-8-73 — M. Edarh Jean, adjoint administratif de 2^e classe 4^e échelon du corps du personnel de l'administration générale du Togo en retraite pourra prétendre, sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants dénommés ci-après :

Alain, né le 16 juillet 1969
 Alaine, née le 16 juillet 1969.

ARRETE N° 343-MFE-CR du 21-8-73 — La pension proportionnelle concédée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Yola Aboudou, gardien de circonscription de 1^{re} classe 6^e échelon n° mle 036 admis à la retraite, est révisée et fixée au taux de 47 % des émoluments de base correspondant à l'indice 500 pour compter du 1^{er} juillet 1972.

Le montant annuel de la nouvelle pension est fixé à cent cinq mille cinq cent soixante douze (105.572) francs payable comme suit :

— Quatre vingt huit mille quatre vingt dix (88.090) francs sur les fonds de l'Etat français pour compter du 1^{er} mars 1963 ;

— Dix sept mille quatre cent quatre vingt quatre (17.484) francs sur les fonds de la caisse de retraites du Togo pour compter du 1^{er} juillet 1972.

M. Yola Aboudou pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1972 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Paul, né le 25 janvier 1958
 Thérèse, née le 14 octobre 1962
 Martin, né le 3 août 1965
 Nestor, né le 26 février 1966
 Marcelline, née le 26 avril 1968
 Marie-Cécile, née le 22 novembre 1970.

Le trop perçu par l'intéressé en application de l'arrêté n° 300-MFE-CR du 18 août 1972 sera reversé à la caisse de retraites du Togo.

ARRETE N° 344-MFE-CR du 21-8-73 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 48 %) au montant annuel de cent vingt trois mille neuf cent quatre vingt douze (123.992) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kondoh Atchi,

caporal chef 5^e échelon n° mle 52-987-20.070 du corps du personnel du 1^{er} régiment interarmes togolais (indice 575) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1973.

M. Kondoh Atchi pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1973 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 3^e rang) ci-après désignés :

Assiakla, né le 29 juin 1960
François, né le 10 octobre 1964
Pul'cherie, née le 10 septembre 1968.

ARRETE N° 345-MFE-CR du 21-8-73 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 67 %) au montant annuel de cinq cent vingt six mille sept cent trente six (526.736) francs payable comme suit :

— Deux cent vingt deux mille cent dix huit (222.118) francs sur les fonds de l'Etat français pour compter du 1^{er} octobre 1962 ;

— Trois cent quatre mille six cent vingt (304.620) francs sur les fonds de la caisse de retraites du Togo pour compter du 1^{er} juillet 1973 à M. Adjanke Ayité Siméon, lieutenant 4^e échelon n° mle 50-987-30.808 du corps du personnel du 1^{er} régiment interarmes togolais (indice 1.750) réformé par mesure disciplinaire.

M. Adjanke Ayité Siméon pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1973 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 9^e rang) ci-après désignés :

Rosalie, née le 31 août 1954
Laurent, né le 10 août 1963
Léonie, née le 16 juin 1965
Alex's, né le 17 juillet 1966
Franc's, né le 3 décembre 1966
Rigobert, né le 4 janvier 1963
René, né le 12 novembre 1969
Bernadine, née le 20 mai 1971
Georges, né le 20 avril 1973.

ARRETE N° 347-MFE-CR du 21-8-73 — Les pensions d'orphelin concédées sous le régime de la caisse de retraites de la France d'Outre-Mer aux enfants de M. Dossou Jean, chef surveillant principal après 2 ans du corps du personnel des travaux publics du Togo en retraite décédé le 6 juin 1959, sont prises en charge par la caisse de retraites du Togo et révisées comme suit :

Pour les orphelins dénommés ci-après :

Léopold, né le 16 octobre 1941
Célestine, née le 23 août 1942
Claudine, née le 3 septembre 1943
Pierrette, née le 8 avril 1944
Comlavi, né le 7 août 1945
Solange, née le 18 janvier 1947
Raoul, né le 4 avril 1948
Marthe, née le 5 mai 1949
Angèle, née le 2 janvier 1950

Jeanne, née le 21 août 1952
Eléonore, née le 22 mars 1956
Bernard, né le 17 octobre 1958.

1^{er}) Pension temporaire par orphelin

— Dix huit mille sept cent quatre (18.704) francs l'an pour compter du 1^{er} janvier 1961 ;

— Trente six mille quatre cent soixante douze (36.472) francs l'an pour compter du 1^{er} janvier 1962 ;

— Trente huit mille deux cent quatre vingt huit (38.288) francs l'an pour compter du 1^{er} novembre 1963 ;

— Quarante deux mille cent seize (42.116) francs l'an pour compter du 1^{er} janvier 1971

2^e) Indemnité compensatrice annuelle par orphelin

— Treize mille huit cent soixante onze (13.871) francs pour compter du 1^{er} janvier 1961 ;

— Trois mille cinq cent quatre vingt quatre (3.584) francs pour compter du 1^{er} janvier 1962 ;

— Mille sept cent soixante huit (1.768) francs pour compter du 1^{er} novembre 1963.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ne peuvent pas au total, être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des orphelins, les pensions et indemnités compensatrices fixées ci-dessus seront versées à M. Dossou Gaston, tuteur légal des orphelins du défunt.

ARRETE N° 349-MFE-CR du 21-8-73 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour famille nombreuse accordée à M. Quenum Pierre-Claver, adjoint administratif de 1^{re} classe 2^e échelon du corps du personnel de l'administration générale du Togo en retraite est porté de 15 % à 20 % de sa pension principale deux cent soixante cinq mille neuf cent cinquante deux (265.952) francs pour compter du 1^{er} août 1973 au titre de son enfant Claire, née le 21 mars 1953.

Le montant annuel de cette majoration est fixée à cinquante trois mille cent quatre vingt douze (53.192) francs pour compter du 1^{er} août 1973.

ARRETE N° 350-MFE-CR du 21-8-73 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 67 %) au montant annuel de deux cent quarante mille sept cent quatre vingt douze (240.792) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kodjo Emile Nutsuah, instituteur-adjoint de 2^e classe 2^e échelon du corps du personnel de l'enseignement du Togo (indice 800) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1973.

Il est également attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Kodjo Emile Nutsuah pour compter du 1^{er} juillet 1973, une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants (du 1^{er} au 6^e rang) ci-après désignés :

Good Lock, née en 1945
Helfried, né le 7 juillet 1948
Emilia, née le 27 octobre 1950
William, né le 24 mars 1951
Patience, née le 11 mars 1955
Edith, née le 17 mai 1957.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à soixante mille deux cents (60.200) francs pour compter du 1^{er} juillet 1973.

M. Kodjo Emile Nutsuah pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1973 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 7^e au 12^e rang) ci-après désignés :

Lise, née le 4 août 1958
Clémentine, née le 21 juillet 1959
Espoir, née le 31 juillet 1960
Yaovi, né le 12 octobre 1961
Emmanuel, née le 9 septembre 1962
Lucrecia, née le 3 août 1971.

ARRETE N° 351-MFE-CR du 21-8-73. — Une pension proportionnelle (pourcentage 41 %) au montant annuel de quatre vingt douze mille quatre vingt seize (92.096) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Sahossi Paul, gardien de circonscription de 1^{re} classe 6^e échelon du corps du personnel des gardiens de circonscription du Togo (indice 500) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} avril 1973.

M. Sahossi Paul pourra prétendre, pour compter du 1^{er} avril 1973 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 10^e rang) ci-après désignés :

Léa, née le 26 février 1956
Gustave, né le 16 septembre 1958
Paulin, né le 22 juin 1961
Irenée, né le 28 juin 1963
Elise, née le 17 août 1964
Christian, né le 24 juillet 1965
Aurélien, né le 2 décembre 1966
Jeanne, née le 27 décembre 1967
Margueritte, née le 20 juillet 1969
Jeannette, née le 19 mai 1972.

ARRETE N° 352-MFE-CR du 21-8-73. — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacune des veuves dénommées ci-dessous :

Mme Vve Amekudji Kpamessi (née Agbodo)
Mme Vve Amekudji K. Josephine (née Tagodoe)

épouses de M. Amekudji Marcellin, agent de constatation de 1^{re} classe 3^e échelon des douanes du Togo (indice 864, pourcentage 68 %) en retraite décédé le 15 décembre 1971, une pension de veuve au taux annuel de soixante cinq mille neuf cent quatre vingt huit (65.988) francs pour compter du 3 août 1972.

Par application des dispositions de l'article 22, paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à :

Mme Vve Amekudji Kpamessi (née Agbodo), une majoration pour famille nombreuse au taux de 25 % de sa pension principale au titre de ses enfants dénommés ci-après :

Félix, né le 30 août 1929
Virginie, née le 8 juillet 1931
Edouard, né le 13 octobre 1933
Lucie, née le 23 septembre 1938
Thérèse, née le 24 novembre 1941
Rose, née le 30 avril 1945.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à seize mille cinq cents (16.500) francs pour compter du 3 août 1972.

Mme Vve Amekudji K. Josephine (née Tagodoe), une majoration pour famille nombreuse au taux de 15 % de sa pension principale au titre de ses enfants ci-dessous désignés :

Rosalie, née le 4 septembre 1944
Odette, née le 24 janvier 1947
Innocent, né le 23 décembre 1949
Emile, né le 2 juin 1954.

Le montant annuel de la majoration prévue ci-dessus est fixé à neuf mille neuf cents (9.900) francs pour compter du 3 août 1972.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à vingt six mille trois cent quatre vingt seize (26.396) francs pour compter du 3 août 1972 au titre des orphelins ci-après désignés :

Emile, né le 2 juin 1954
Josephine, née le 19 septembre 1956
Claude, né le 15 février 1957
Claudine, née le 18 novembre 1963.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. Amekudji Félix, administrateur des biens, chargé de la tutelle des orphelins mineurs du de cujus.

ARRETE N° 353-MFE-CR du 21-8-73. — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à chacun des orphelins désignés ci-après de M. Bamela Esso, gardien de circonscription de 1^{re} classe 5^e échelon (indice 450, pourcentage 38 %) décédé le 22 août 1972, une pension temporaire d'orphelin fixée à douze mille huit cent quatre (12.804) francs l'an pour compter du 1^{er} septembre 1972 :

Joachim, né le 16 août 1963
Pialo, née le 18 mai 1965

Gualbert, né le 12 juillet 1965

Parfait, né le 18 avril 1967

Marie, née le 23 octobre 1967

Irénée, née le 26 juin 1968

Camille, né le 18 juillet 1968.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins susdénommés ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments accordés ci-dessus seront versés entre les mains de M. Bamela Joseph, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

ARRETE N° 354-MFE-CR du 21-8-73. — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe 4 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour famille nombreuse accordée à M. Badjonga Koudoliga, gendarme de 1^{re} classe du corps du personnel de la gendarmerie territoriale en retraite est porté de 15 % à 20 % de sa pension principale cent cinquante six mille cinq cent seize (156.516) francs pour compter du 1^{er} août 1973 au titre de son enfant Lakougnohou né le 5 janvier 1949.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à trente et un mille trois cent quatre (31.304) francs pour compter du 1^{er} août 1973.

ARRETE N° 355-MFE-CR du 21-8-73. — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 44 %) au montant annuel de quatre vingt trois mille vingt (83.020) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Douakibe Laré, soldat de 1^{re} classe 5^e échelon n° m/e 20.174 du corps du personnel du 1^{er} régiment infanteries togolais (indice 420) admis à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1973.

M. Douakibe Laré pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1973 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1^{er} au 5^e rang) ci-après désignés

Hadjara, née le 20 juin 1959

Saratou, née le 21 octobre 1960

Bendjoa, né le 28 janvier 1967

Djouma, née le 11 avril 1969

Boukari, né le 5 janvier 1972.

Rectificatif

RECTIFICATIF du 21 août 1973 à l'arrêté n° 48-MFE-MF-CR du 11 février 1969 portant concession d'une pension de veuve et d'orphelin.

Au lieu de :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions temporaires d'orphelin accordées ci-dessus, susceptibles d'être comparées au montant des avantages familiaux prévus par les textes en vigueur, seront versées entre les mains de M. Nuworsu Firmanus Marc, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Lire :

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions temporaires d'orphelin accordées ci-dessus, susceptibles d'être comparées au montant des avantages familiaux prévus par les textes en vigueur, seront versées entre les mains de Mme Komlan Alugba Justine, administratrice des biens et tutrice des orphelins mineurs du de cujus en remplacement de M. Nuworsu Firmanus Marc décédé.

Le reste sans changement.

Nominations et Affectations

DECISION N° 768-MFE-MF-AD du 14-8-73. — M. Aba'o E. Roger, contrôleur de 2^e classe, 4^e échelon, rentré du stage technique de l'école nationale des douanes de Neuilly, est nommé cumulativement adjoint au chef du bureau de l'aéroport et vérificateur chargé d'un service de rédaction.

M. Beguedou Blaise, contrôleur de 2^e classe 2^e échelon, rentré du stage technique de l'école nationale des douanes de Neuilly, conserve son poste d'affectation conformément à la décision n° 927-MFE-MF-SD du 15 décembre 1969, le nommant comme chef de la brigade du port.

M. Sallah Cyprien, contrôleur de 2^e classe 2^e échelon, rentré du stage technique de l'école nationale des douanes de Neuilly, est nommé chef du bureau des colis postaux et messageries postales en remplacement de M. Kowonou Hubert.

M. Tchoua Dominique, contrôleur de 2^e classe 2^e échelon, rentré du stage technique de l'école nationale des douanes de Neuilly, est nommé chef de la subdivision douanière du nord à Sokodé en remplacement de M. Dandja Jérémie.

M. Dandja Jérémie, contrôleur de 2^e classe 2^e échelon, en service à la subdivision douanière du nord à Sokodé est nommé cumulativement chef de la brigade mobile et chef de la subdivision du centre en remplacement de M. Bawa Charles.

M. Kuwonu Hubert, contrôleur de 1^{re} classe 2^e échelon en service au bureau des colis postaux, est nommé vérificateur chargé d'un service de rédaction à la section visite du bureau du port.

M. Bawa Charles, contrôleur de 1^{re} classe 2^e échelon en service à la brigade mobile de Lomé, est nommé chef du bureau des douanes de Sanvee-Condji en remplacement de M. Nyaku François.

M. Nyaku François, contrôleur principal 1^{er} échelon en service au bureau de Sanvee-Condji, est nommé vérificateur chargé d'un service de rédaction à la section navigation du bureau du port.

M. Apetse Paulin, contrôleur stagiaire de 2^e classe 1^{er} échelon en service au bureau du port, est nommé vérificateur, chargé d'un service de rédaction.

M. Assala Samuel, contrôleur stagiaire de 2^e classe 1^{er} échelon, en service au bureau du port, est nommé vérificateur, chargé d'un service de rédaction.

M. Koffi Paulin, contrôleur stagiaire de 2^e classe 1^{er} échelon en service au bureau du port, est nommé vérificateur, chargé d'un service de rédaction.

M. Topeglo Maurice, contrôleur stagiaire de 2^e classe 1^{er} échelon, en service au bureau du port, est nommé vérificateur, chargé d'un service de rédaction.

M. Badjaya Pierre, agent de constatation de 2^e classe 1^{er} échelon, en service aux messageries postales, est nommé vérificateur, chargé d'un service de rédaction.

MM. Abalo, Beguedou, Sallah, Tchoua, Bawa, Dandja, auront droit à l'indemnité professionnelle de 28.000 francs par an prévue par l'article 4 de l'arrêté n° 959 bis-55-SD du 29 novembre 1955.

MM. Kuwonu, Nyaku, Apetse, Assala, Topeglo, Koffi, Badjaya auront quant à eux droit à l'indemnité professionnelle de 14.000 francs par an prévue par l'article 4 de l'arrêté n° 959 bis-55-SD du 29 novembre 1955.

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 20 août 1973 à l'arrêté n° 13-MEN du 1^{er} août 1973 portant nomination.

Au lieu de :

M. Akumey K. Martin, professeur certifié de 2^e classe 1^{er} échelon, censeur au lycée de Tokoin à Lomé, est nommé proviseur du lycée de Vogan.

Lire :

M. Akumey K. Martin, professeur certifié de 2^e classe 2^e échelon, censeur du lycée de Tokoin à Lomé, est nommé proviseur du lycée de Vogan.

Le reste sans changement.

SECRETARIAT D'ETAT A LA PRESIDENCE CHARGE DU COMMERCE DE L'INDUSTRIE ET DU PLAN

Autorisations de paiement

DECISION N° 90-SEPCIP-SFCEP du 22-8-73. — Est autorisé le paiement au profit de l'Asecna, à son compte ouvert à l'UTB—Lomé sous le n° 70.142 de

la somme de quatre millions deux cent mille (4.200.000) francs cfa en exécution des clauses du contrat spécial n° 1-67-AS-TG-ENA passé le 13 avril 1967 entre ledit organisme et la République togolaise.

La dépense est imputable au budget d'investissement 1972, gestion 1973, Titre II, chapitre 6, article 2, paragraphe 1, rubrique F (CF n° 155-72 du 19 juin 1972).

DECISION N° 91-SEPCIP-SFCEP du 22-8-73. — Est autorisé le paiement au profit de l'Institut français du café et du cacao et autres plantes stimulantes (I.F.C.C.), 34, rue des Renaudes Paris (17^e), à son compte ouvert à la B.N.P. sous le numéro 213.631, 9 place des Ternes à Paris (17^e) de la somme de six millions huit cent quatre-vingt-dix mille (6.890.000) francs cfa répartie comme suit :

— Cinq millions quatre cent quatre-vingt-dix neuf mille six cent cinquante (5.499.650) francs cfa représentant la participation togolaise au programme de recherche du café et du cacao;

— Huit cent quarante trois mille trois cent cinquante (843.350) francs cfa représentant la différence à régler par le Gouvernement togolais sur le montant de l'avenant n° 2-72 du 15 mai 1972 cité ci-dessus;

— Cinq cent quarante sept mille (547.000) francs cfa représentant le reliquat dû par le Gouvernement togolais sur le montant de sa quote-part au titre de la convention IFCC/TOGO du 10 octobre 1969 citée en référence.

La dépense est imputable au budget d'investissement 1973, Titre III, chapitre 9, article 1, paragraphe 1, rubrique I (CF. n° 58-73 du 28 mars 1973).

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Promotions

ARRETE N° 578-MFP du 13-8-73. — M. Melesusu Arsène, adjoint technique 4^e échelon du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles, est promu au grade d'adjoint technique principal 1^{er} échelon pour compter du 5 octobre 1972.

ARRETE N° 579-MFP du 13-8-73. — M. Awutse Otto Espoir, instituteur de 2^e classe 4^e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, est promu au grade d'instituteur de 1^{re} classe 1^{er} échelon pour compter du 10 novembre 1972.

ARRETE N° 580-MFP du 13-8-73. — M. Ouro-Bangana Sédou, adjoint technique 4^e échelon du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles, est promu au grade d'adjoint technique principal 1^{er} échelon pour compter du 1^{er} octobre 1972.

ARRETE N° 588-MFP du 14-8-73. — M. Bruce Henri, assistant principal 3^e échelon du corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile, est promu au grade d'assistant principal de classe exceptionnelle pour compter du 1^{er} juillet 1972.

ARRETE N° 592-MFP du 14-8-73. — MM. Ajavon Emmanuel et Ayité Saturnin, ingénieurs de 2^e classe 4^e échelon du corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile, sont promus au grade d'ingénieur de 1^{re} classe 1^{er} échelon pour compter du 1^{er} juillet 1972.

ARRETE N° 593-MFP du 14-8-73. — MM. Kowu Polycarpe et Nassiki Omorou, assistants de 1^{re} classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires de la météorologie et de l'aéronautique civile, sont promus au grade d'assistant principal 1^{er} échelon pour compter du 1^{er} juillet 1972.

Intégrations

ARRETE N° 581-MFP du 13-8-73. — M. Le Blond Louis, contrôleur principal de classe exceptionnelle (indice 1750), est intégré dans la hiérarchie supérieure du corps des fonctionnaires des postes et télécommunications en qualité d'inspecteur en chef 1^{er} échelon (catégorie A2 — indice 1800) pour compter du 1^{er} juillet 1969 (A.C. néant).

M. Le Blond est élevé aux échelons supérieurs de son grade dans les conditions suivantes :

- 1-7-71 — inspecteur en chef 2^e échelon
- 1-7-73 — inspecteur en chef 3^e échelon.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

ARRETE N° 589-MFP du 14-8-73. — M. Metsoko K. Zéphyrin, instituteur-adjoint de 3^e classe 3^e échelon (indice 650), titulaire du certificat d'aptitude pédagogique (C.A.P.) série anglais — session 1971, est intégré dans la hiérarchie supérieure du corps des fonctionnaires de l'enseignement au grade d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) pour compter du 1^{er} janvier 1972 — A.C. néant.

ARRETE N° 600-MFP du 17-8-73. — Mlle Adjayi Dominique, adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (indice 550), titulaire du certificat de formation professionnelle (spécialité sténo-dactylographe) du centre de la place de commerce de Paris (France) est, en attendant la publication du statut particulier du personnel de secrétariat, admise dans la hiérarchie supérieure en qualité de secrétaire d'administration (catégorie B) dans les conditions suivantes :

- 25-5-70 — secrétaire d'administration de 2^e cl. 1^{er} éch.
- 25-5-72 — secrétaire d'administration de 2^e cl. 2^e éch.

L'intéressée conserve son affectation actuelle.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

ARRETE N° 604-MFP du 20-8-73. — M. Kpakpo Adoté Richard, contrôleur de 1^{re} classe 1^{er} échelon (indice 1150) du corps des fonctionnaires des postes et télécommunications, titulaire du diplôme d'aptitude à l'emploi d'inspecteur (services mixtes) du centre d'enseignement supérieur des postes et télécommunications d'outre-mer, est intégré dans la hiérarchie supérieure au grade d'inspecteur 2^e échelon (catégorie A2 — indice 1.200) pour compter du 16 juillet 1972 — A.C. : 6 mois 15 jours.

ARRETE N° 610-MFP du 20-8-73 — M. Kponton Louis, attaché d'administration de 2^e classe 4^e échelon (indice 1.400) du corps des fonctionnaires de l'administration générale, qui a subi avec succès l'examen de fin de stage à l'école du commerce intérieur et des prix de Paris (France) est, en attendant la publication du statut particulier du cadre du personnel du commerce intérieur et des prix, intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'administrateur civil de 2^e classe 2^e échelon (catégorie A1 — indice 1.450) pour compter du 26 novembre 1972 — A.C. : 10 mois et 25 jours.

L'intéressé conserve son affectation actuelle.

DECISION N° 1157-MFP du 20-8-73 — Les agents journaliers du service des postes et télécommunications ci-après désignés, sont nommés agents permanents de 4^e catégorie échelle A et mis à la disposition du secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications (chapitre 18, article 9, paragraphe 4 du budget général) :

Acha Nouhoum, menuisier engagé le 1.2.67

Bassan M. Frédéric, monteur-électricien engagé le 1.2.67

Kuevi M. Joseph, monteur-électricien engagé le 1.2.67.

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

Admissions

ARRETE N° 561-MFP du 9-8-73 — MM. Akpadjavi Ayéwonou Benoît et Aman Ayikoué Bernard, titulaires du baccalauréat de l'enseignement secondaire et du diplôme de contrôleur des télécommunications de l'entreprise des postes et télécommunications Suisses à Lausanne, sont admis dans le corps des fonctionnaires des postes et télécommunications en qualité de contrôleurs des installations électro-mécaniques de 2^e classe 2^e échelon stagiaires (catégorie B — indice 850) et mis à la disposition du secrétaire d'Etat aux travaux publics, chargé des postes et télécommunications (chapitre 18, article 9, paragraphe 4 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

ARRETE N° 583-MFP du 13-8-73 — M. Akote Dahou Rigobert, titulaire du diplôme de zootechnicien de l'école de médecine vétérinaire d'Armavie (U.R.S.S.), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits en qualité d'ingénieur-adjoint d'élevage de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale (chapitre 20, article 9 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

ARRETE N° 594-MFP du 16-8-73 — M. Adabra Suka Samuel, titulaire du diplôme de l'institut des hautes études d'Outre-Mer de Paris, du diplôme d'études supérieures de droit public, du diplôme d'études supérieures d'histoire et des faits sociaux de la faculté de droit et des sciences économiques de Paris et du diplôme de l'école nationale des douanes de Neully (France), est admis dans le corps des fonctionnaires des douanes en qualité d'inspecteur de 2^e classe 2^e échelon (catégorie A1 — indice 1.450) et mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 10 du budget général).

Une bonification d'un échelon est accordée à l'intéressé pour son doctorat d'Etat en droit de l'Université de Paris. M. Adabra est élevé au 3^e échelon de son grade.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

ARRETE N° 602-MFP du 20-8-73 — M. Johnson Dovi Jean, titulaire du certificat de fin d'études de l'école professionnelle supérieure de Paris (France), option technicien en télévision et qui a suivi le cours de monteur dépanneur radio-électricien est, en attendant la publication du statut particulier des fonctionnaires de la télévision, admis dans le corps des fonctionnaires de la radiodiffusion en qualité de contrôleur technique de 2^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie B — indice 850) et mis à la disposition du ministre de l'information, de la presse et de la radiodiffusion (chapitre 28, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

ARRETE N° 603-MFP du 20-8-73 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 43-MFP du 12 janvier 1972 portant intégration en ce qui concerne M. Mensah Louis Nestor.

M. Mensah Louis Nestor, titulaire du certificat de l'école nationale d'administration de la République de Haute-Volta, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 14 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 6 ans est accordée à M. Mensah pour ses services antérieurs auprès de la République de Haute-Volta (du 17 avril 1955 au 26 janvier 1972) en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de M. Mensah est reprise comme suit :

9-2-72 — adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon
+ 6 ans bonification

9-2-72 — adjoint administratif de 2^e classe 2^e échelon
+ 4 ans bonification

9-2-72 — adjoint administratif de 2^e classe 3^e échelon
+ 2 ans bonification

9-2-72 — adjoint administratif de 2^e classe 4^e échelon
(bonification épuisée).

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

ARRETE N° 609-MFP du 20-8-73. — Mme Ezui Louise, née Klugan, titulaire du certificat de stage de formation médico-sociale du centre d'enseignement des monitrices de la jeunesse de Nantes (France) est, en attendant la publication du statut particulier du cadre des fonctionnaires des affaires sociales, admise dans le corps du personnel de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) et mise à la disposition du ministre des affaires sociales (chapitre 24, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

DECISION N° 1120-MFP du 16-8-73 — Les élèves de 1^{re} année de la 8^e promotion du centre national de formation sociale dont les noms suivent, sont admis en 2^e année par ordre de mérite :

Katamina Georgette	Dekakpatema Daniel
Adi Claude	Dalouba Yolande
Lawson Lily	Badjalimbe Robert
Akogo Beauty	Nyamessy Victoria
Tamandja Binalibou	Denyigba Hélène
Teou Françoise	Basse Béatrice
Abotsi Cécile	Kougblenou Cathérine
Madi Aboulaye	Ahonon Thérèse
Melessussu Philomène	Dagnon Léontine
Lakougnon Léonard	Nakpane Lucie
Agninde Téléphore	Modjinou Tobie.

DECISION N° 1133-MFP du 17-8-73 — Les candidats dont les noms suivent, sont déclarés définitivement admis au concours professionnel pour le recrutement de contrôleurs, agents de constatation et des préposés des douanes, ouvert par arrêté n° 211-MFP du 16 février 1973 :

Cadre des contrôleurs

Akpah Mathieu	Palanga Basile
Amah Séraphin	Olivier Napporn

Kpando Simon	Banamale Justin
Dogbe E. Adolphe	Mensah Georges
Gnomire Kokou Vincent	Guinhouya K. Innocent

Cadre des agents de constatation

Sama Jean-Marie	Tena Adolphe
Barba Daniel	Malou Sylvestre
Kueviakoe Adolphe	Mati Ferdinand
Kokou Gando	Edorh Raphaël
Eugène Henri Folly	Alou André
N'gonou R. Apélété	Apeli Moïse
Hillatt Benjamin	Adevi Augustin
Akpabli Georges	

Cadre des préposés

Idrissou Abdoulaye	Lawson Placca Marcus
Agbaglo K. Alfred	Bodjolle Robert
Kerim Mamadou	Esso T. Pierre
Palanga Barthelemy	Batcha Issa
Lodonou Victor	Ko'ani Béola
Kassam Kodjo	William Kokouvi Jonas

Nomination

ARRETE N° 607-MTAS-CAB du 20-8-73 — M. Bassabi Jean-Marie Kagbara, attaché d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon, est nommé directeur général adjoint de la caisse nationale de sécurité sociale.

M. Kagbara assurera cumultivement avec ses fonctions de directeur général adjoint, les attributions de chef du personnel.

Le présent arrêté prend effet pour compter de la date de sa signature.

Titularisations-Passages automatiques d'échelon

DECISION N° 1085-MFP du 13-8-73 — Les instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement dont les noms suivent, sont élevés au 2^e échelon de leur grade pour compter du 1^{er} janvier 1973 (ancienneté épuisée) :

Gbadce Antoinette	Osseni Félicia née Adotevi
Doguena Martéa Roger	Yacoubou Moumouni
Kotubetey Christophe	Akator Raphaël
Adjalle K. François	Amidou Issaka
Akpadja K. Michel	Bamezon Silété Michel
Dossou Odette née Akollor	Togny Paul
Dossouvi Angèle	Agbo Paul
Lamboni Nakordja	Kodjolo Albert
Agboby Ayaovi Augustin	Ouyi Boukari
Alagbo Siegwad	Abotsi K. Martin
Nassendja Georges	Aholu Agnès
Tete Yao William	Amavi Ayité Prosper
Attaty Hélène née Mensah	Djangbiegou Ponti Banepo
Aliou Issaka	Edorh Samuel
Atta S. Emmanuel	Etse Yawo Vincent
Dokou Félix	Koudjodji Kossi Simon
Ihou Claude	Lamboni Léonard
Koudadje Kodjovi Théophile	Mamah Zakari
Lawson K. Rebecca	Akakpo Gabriel

Dakey Kouma	Alagnon Yawo Robert
Makye P. Cyprien	Essofa Yacoubou
Sedjro Komi Thomas	Folly-Notsron Godfroy
Ackey Salvador Christophe	Gnassingbe Justin
Awade K. Anselme	Kodjo K. Jean
Bodjona Paul	Lowa Téli Sébastien
Essozimana Marcellin	Moganou A. Moïse
Houetognon K. Emmanuel	Nimon Marc
Kuegah Toyo Léonard	Nyadzogbe Thaddée
Lawson L. B. Emmanuel	Simnake K. Richard
Kaiser K. Emmanuel	Targone Oukpi Pierre
Aboudou I. Henri	

DECISION N° 1086-MFP du 13-8-73 — Est et demeure rapportée en ce qui concerne M. Etsey A. Joseph, agent technique de 2^e classe 1^{er} échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique la décision n° 719-MFP du 18 juin 1973 constatant passage automatique d'échelon.

M. Etsey A. Joseph, agent technique de 2^e classe 1^{er} échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique, est élevé au 2^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} mai 1973 (R.S.M. épuisée).

DECISION N° 1087-MFP du 13-8-73 — M. Sanoussi Mourani, agent technique de 2^e classe 2^e échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique, est élevé au 3^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} mai 1973.

DECISION N° 1088-MFP du 13-8-73 — M. Fred Jean Dieudonné, médecin ordinaire 2^e échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique, est élevé au 3^e échelon de son grade pour compter du 18 février 1973 (ancienneté épuisée).

DECISION N° 1089-MFP du 13-8-73 — M. Agbety Tsotokpéwou Clément, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, est élevé au 2^e échelon de son grade pour compter du 22 septembre 1972.

DECISION N° 1090-MFP du 13-8-73 — M. Seglah Venance, instituteur de 2^e classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, est élevé au 4^e échelon de son grade pour compter du 12 juin 1973 (ancienneté épuisée).

DECISION N° 1091-MFP du 13-8-73 — M. Akakpo Daniel, adjoint administratif de 1^{re} classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de l'administration générale, est élevé aux échelons supérieurs de son grade dans les conditions suivantes :

1.2.73 — adjoint administratif de 1^{re} classe 2^e échelon
— A.C. 2 ans 11 m 17 j.

1.2.73 — adjoint administratif de 1^{re} classe 3^e échelon
— A.C. 11 m 17 j.

ARRETE N° 575-MFP du 13-8-73 — M. Dza Kossi Martin, professeur d'enseignement technique de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A2) du corps des fonctionnaires de l'enseignement, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 7 mars 1969 — A.C. : 1 an.

M. Dza est élevé aux échelons supérieurs de son grade dans les conditions suivantes :

7.3.69 — professeur technique de 3^e classe 1^{er} échelon
— A.C. : 1 an

7.3.70 — professeur technique de 3^e classe 2^e échelon
— ancienneté épuisée

7.3.72 — professeur technique de 3^e classe 3^e échelon.

ARRETE N° 576-MFP du 13-8-73 — Les instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires du corps des fonctionnaires de l'enseignement ci-après désignés, admis à l'examen du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (session 1970), sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} janvier 1971 — A.C. : 1 an :

Agbezia François

Badja Bissanamaoué Christophe.

Les intéressés sont élevés au 2^e échelon de leur grade pour compter du 1^{er} janvier 1972 (ancienneté épuisée).

ARRETE N° 577-MFP du 13-8-73 — Les instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires du corps des fonctionnaires de l'enseignement ci-après désignés, admis à l'examen du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (session de l'année 1971), sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} janvier 1972 et conservent chacun une ancienneté de un an :

Degboe Y. Emmanuel

Dossou Thomas.

Les intéressés sont élevés au 2^e échelon de leur grade pour compter du 1^{er} janvier 1973 (ancienneté épuisée).

ARRETE N° 586-MFP du 14-8-73 — M. Kerim Adam, agent technique de la santé publique de 2^e classe 2^e échelon, qui a effectué un stage de perfectionnement professionnel au service de chirurgie orthopédique de la clinique chirurgicale du professeur Meary à Paris, est élevé au 3^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} juin 1973 conformément aux dispositions de l'article 40 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969 — A.C. : 1 an 1 mois.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

ARRETE N° 587-MFP du 14-8-73 — M. Tutuaku Festus, agent technique de 1^{re} classe 2^e échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique, qui a effectué un stage de formation professionnelle en France, est élevé au 3^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} juillet 1973 en application des dispositions de l'article 40 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969 — A.C. : 6 mois.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

ARRETE N° 590-MFP du 14-8-73 — Mme de Souza Lucie, institutrice-adjointe de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'enseignement, admise à l'examen du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (session 1969-1970), est titularisée dans son emploi pour compter du 1^{er} janvier 1971 — A.C. : 1 an.

La situation administrative de Mme de Souza Lucie est reprise comme suit :

1.1.71 — institutrice-adjointe de 3^e classe 1^{er} échelon — A.C. 1 an

1.1.72 — institutrice-adjointe de 3^e classe 2^e échelon — A.C. épuisée.

DECISION N° 1101-MFP du 14-8-73 — M. Lawson Héloù Godfroid, contremaître de 2^e échelon du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles, est élevé au 3^e échelon de son grade pour compter du 18 août 1972 — A.C. : 3 ans 11 mois 17 jrs.

DECISION N° 1102-MFP du 14-8-73 — Les adjoints techniques d'agriculture de 2^e classe 3^e échelon ci-après désignés du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts du conditionnement des produits, sont élevés au 4^e échelon de leur grade pour compter du 1^{er} janvier 1973 :

Ogoutan Benoît

Tatah Norbert

Yentchabre Innocent

Dandonougbo Gaston

Moussa Salifou

Kombate Edmond

Aghodan C. Antoine

Bebei Solo Emmanuel

Lalende Issa

Body Z. Djibril

Alassani Salifou

Akouete Marcel

Tallé Yacoubou

Boukari Alassani

Wobedigna Michel.

DECISION N° 1107-MFP du 14-8-73 — MM. Adom Lucien et Batascome Alex, ingénieurs-adjoints d'agriculture de 3^e classe 2^e échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, sont élevés au 3^e échelon de leur grade pour compter du 1^{er} novembre 1973 (ancienneté épuisée).

DECISION N° 1112-MFP du 16-8-73 — Est et demeure rapportée en ce qui concerne M. Baite René, adjoint technique de 2^e classe 3^e échelon du corps des fonction-

naires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, la décision no 515-MFP du 28 avril 1972 constatant passages automatiques d'échelon.

ARRETE No 595-MFP du 16-8-73 — Est et demeure rapporté l'arrêté no 461-MFP du 2 juillet 1973 portant titularisation.

Les moniteurs de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires dont les noms suivent, du corps des fonctionnaires de l'enseignement, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} janvier 1972 et conservent chacun une ancienneté de 1 an :

Djabare Christophe	Lokadi Sourou Cyprien
Bawa Idrissou	Alilou Abou'aye
Telou Gilbert	Johnson Joachim Richard
Djelou K. Léonard	Byll Antoine
Douti Henri Gnouimkpémé	Atohoun P. André
Hegnon François	Bangana Marie-Thérèse
Ghedemah A. Philippe	Chango Marie-Thérèse
Honyigloh Kossi Emile	Bodjona A. Etienne
Tchangai Tchao Emmanuel	Chango Théodora
Kpatcha Kébè Jacques	Mati K. Raymond
Gbeassor K. Léo	Akue Armand
Tchakpala Kao Pierre	Ayivor Eugénie
Boko T. Félix	Djogbema Joseph
Batchatchile K. Benoît	Bentho Yaovi Léonard
Vigan Antoine	Yoko Kangnity Nestor
Moussa Pata'n Seydou	Adjotchin Thérèse
Lawson A. Innocent	Tonglo Tété André
Houngues Claire	Nabede Suzanne
Amouzou Kouassi Jacob	Agbozo Emile
Baka Josephine	Lawson Régine.
Ahoulou A. Expédit	

Les intéressés sont élevés au 2^e échelon de leur grade pour compter du 1^{er} janvier 1973.

ARRETE No 598-MFP du 16-8-73 — Les agents spécialisés de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires ci-après désignés du corps des fonctionnaires des chemins de fer et wharf, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 1^{er} février 1973 et conservent chacun une ancienneté de un an :

Facteurs de 2^e classe 1^{er} échelon

Togbevi Emmanuel
Atakpama Pascal
Nouwodou Victor

Chefs de canon de 2^e classe 1^{er} échelon

Missehou Prosper
Akpity K. Loetard

Ouvriers de 2^e classe 1^{er} échelon (Ajusteurs)

Malm Augustin
Abotsi K. Joseph

Conducteurs mécaniciens

Padassou K. Nazaire
Logoui E. Gérard

Mécaniciens-diésélisme

Adjognon Messan
Touneur rakoteur
Sibabi A. Bawa.

ARRETE No 605-MFP du 20-8-73 — Les professeurs de 3^e classe 2^e échelon stagiaires (catégorie A1) du corps des fonctionnaires de l'enseignement ci-après désignés, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi dans les conditions suivantes et conservent chacun une ancienneté d'un an :

Pour compter du 16 septembre 1972

Dobou Koffi Emmanuel

Pour compter du 28 septembre 1972

Gbenyanawo Pétro

Pour compter du 30 octobre 1972

Assemboni Théophile.

Les intéressés sont élevés au 3^e échelon de leur grade aux dates ci-après (ancienneté épuisée) :

Pour compter du 16 septembre 1973

Dobou Koffi Emmanuel

Pour compter du 28 septembre 1973

Gbenyanawo Pétro

Pour compter du 30 octobre 1973

Assemboni Théophile.

ARRETE No 606-MFP du 20-8-73 — Mme Looky Kuamba Ida Agnès, née Kuakuvi, professeur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie A1) du corps des fonctionnaires de l'enseignement, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisée dans son emploi pour compter du 10 novembre 1971 — A.C. : 1 an.

L'intéressée est élevée au 2^e échelon de son grade pour compter du 10 novembre 1972 (ancienneté épuisée).

ARRETE No 611-MFP du 20-8-73 — M. Kpodar Joseph, chef débarcadère principal 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires des chemins de fer et wharf, qui a effectué un stage de perfectionnement professionnel en Allemagne Fédérale, est élevé au 2^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} juillet 1973 en application des dispositions de l'article 40 du décret no 69-113 du 28 mai 1969 — A.C. : 2 ans.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

ARRETE No 612-MFP du 20-8-73 — M. Honyiglo Léonard, ingénieur géologue de 2^e classe 2^e échelon du corps des fonctionnaires des mines et de la géologie, qui a effectué un stage de formation professionnelle en France,

est élevé au 3^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} juillet 1973 en application des dispositions de l'article 40 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969 — A.C. : 21 j.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

DECISION N° 1141-MFP du 20-8-73 — Mme Gnininvi Agnès Marie Jeanne (née Gondichon), professeur de 3^e classe 2^e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, est élevée au 3^e échelon de son grade pour compter du 21 juin 1973.

DECISION N° 1153-MFP du 20-8-73 — Est et demeure rapportée la décision n° 734-MFP du 26 juin 1973 constatant passage automatique d'échelon.

M. Bitho Joseph, moniteur de 1^{re} classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, est élevé aux échelons supérieurs de son grade dans les conditions suivantes :

1.1.71 — moniteur de 1^{re} classe 2^e échelon — A.C. : 1 an 3 mois

1-10-71 — moniteur de 1^{re} classe 3^e échelon (ancienneté épuisée).

DECISION N° 1154-MFP du 20-8-73 — Mlles Ayayi A. Léontine et Biakuye Alice, attachés d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de l'administration générale, sont élevées au 2^e échelon de leur grade pour compter du 1^{er} octobre 1972 (ancienneté épuisée).

Régularisation de situations administratives

ARRETE N° 582-MFP du 13-8-73 — Une bonification d'ancienneté de 6 ans est accordée à M. Kpetsu Godwin, moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement en service à Amou-Oblo (Akposso) en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969 (services à l'enseignement protestant du 15 octobre 1948 au 31 mai 1972).

La situation administrative de M. Kpetsu est reprise comme suit :

5.6.72 — moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon + 6 ans de bonification

1.7.73 — moniteur de 3^e classe 2^e échelon + 5 ans 26 jrs A.C.

1.7.73 — moniteur de 3^e classe 3^e échelon + 3 ans 26 jours A.C.

1.7.73 — moniteur de 3^e classe 4^e échelon + 1 an 26 jours A.C.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

ARRETE N° 601-MFP du 17-8-73 — Une bonification d'ancienneté est accordée aux agents spécialisés ordinaires 1^{er} échelon du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles ci-après désignés, en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969 :

La situation administrative des intéressés est reprise comme suit :

Nom et prénoms	Date d'engagement	Date de titularisation	Ancienneté de services d'agent non fonctionnaire	Bonification des 2/3 accordée	Ancienneté conservée	Ancienneté totale
Zankou Didier	1-3-66	1-12-72	6 ans 9 mois	4 ans 6 m	1 an	5 ans 6 m
Atcha Yaya	1-8-53	1-12-72	19 ans 4 mois	6 ans	1 an	7 ans
Tabiou Allassani	15-7-66	1-12-72	6 a 4 m 15 jrs	4 ans 3 m	1 an	5 ans 3 m
Djabo Ali Mathias	15-10-56	1-12-72	16 a 1 m 13 jrs	6 ans	1 an	7 ans
Kpando Laurent	31-8-66	1-12-72	6 a 3 m	4 ans 2 m	1 an	5 ans 2 m
Nikabou Adolphe	18-3-60	1-12-72	12 a 8 m 12 jrs	6 ans	1 an	7 ans
Aledj Tchédre	27-5-63	1-12-72	9 a 6 m 3 jrs	6 ans	1 an	7 ans
Mathé Michel	19-2-54	1-12-72	18 a 9 m 11 jrs	6 ans	1 an	7 ans
Ahlihagan Kodjo	9-3-64	1-12-72	8 a 8 m 21 jrs	5 a 9 m 24 jrs	1 an	6 a 9 m 24 jrs
Amessé Emmanuel	7-3-50	1-12-72	22 a 8 m 23 jrs	6 ans	1 an	7 ans
Bossou Emmanuel	2-9-63	1-12-72	9 a 2 m 28 jrs	6 ans	1 an	7 ans

Atcha Yaya, Djabo Ali Mathias, Nikabou Adolphe, Aledj Tchédre, Mathe Michel, Amesse Emmanuel et Bossou Emmanuel.

1.12.72 — agents spécialisés de 2^e classe 1^{er} échelon — A.C. 7 ans

1.12.72 — agents spécialisés de 2^e classe 2^e échelon — A.C. 5 ans

1.12.72 — agents spécialisés de 2^e classe 3^e échelon — A.C. 3 ans

1.12.72 — agents spécialisés de 2^e classe 4^e échelon — A.C. 1 an.

Ahlihagan Kodjo

1.12.72 — agent spécialisé de 2^e classe 1^{er} échelon — A.C. 6 ans 9 mois 24 jours

1.12.72 — agent spécialisé de 2^e classe 2^e échelon — A.C. 4 ans 9 mois 24 jours

1.12.72 — agent spécialisé de 2^e classe 3^e échelon — A.C. 2 ans 9 mois 24 jours

1.12.72 — agent spécialisé de 2^e classe 4^e échelon — A.C. 9 mois 24 jours.

Zankou Didier

1.12.72 — agent spécialisé de 2^e classe 1^{er} échelon — A.C. 5 ans 6 mois

1.12.72 — agent spécialisé de 2^e classe 2^e échelon — A.C. 3 ans 6 mois

1.12.72 — agent spécialisé de 2^e classe 3^e échelon — A.C. 1 an 6 mois.

Tab'ou Allassani

1.12.72 — agent spécialisé de 2^e classe 1^{er} échelon — A.C. 5 ans 3 mois

1.12.72 — agent spécialisé de 2^e classe 2^e échelon — A.C. 3 ans 3 mois

1.12.72 — agent spécialisé de 2^e classe 3^e échelon — A.C. 1 an 3 mois.

Kpando Laurent

1.12.72 — agent spécialisé de 2^e classe 1^{er} échelon — A.C. 5 ans 2 mois

1.12.72 — agent spécialisé de 2^e classe 2^e échelon — A.C. 3 ans 2 mois

1.12.72 — agent spécialisé de 2^e classe 3^e échelon — A.C. 1 an 2 mois.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

ARRETE No 613-MFP du 20-8-73 — Une bonification d'ancienneté de 4 ans 5 mois 22 jours est accordée à M. Amegan Koffi, adjoint technique de 2^e classe 2^e échelon du corps des fonctionnaires de l'agriculture, pour ses services antérieurs à la banque togolaise de développement du 13 novembre 1961 au 31 juillet 1968 inclus, en application des dispositions de l'article 31 du décret no 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de M. Amegan est reprise comme suit :

1.4.72 — adjoint technique de 2^e classe 2^e échelon + 4 ans 5 mois 22 jours bonification

1.5.73 — adjoint technique de 2^e classe 3^e échelon + 3 ans 6 mois 22 jours A.C.

1.5.73 — adjoint technique de 2^e classe 4^e échelon + 1 an 6 mois 22 jours A.C.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

DECISION No 1142-MFP du 20-8-73 — Le traitement de Mme Agbegninou Angèle, née Acakpo, infirmière de 2^e classe 4^e échelon du cadre des personnels de la santé publique de la République du Dahomey en détachement au Togo, élevée au grade d'infirmière de 1^{re} cl. 3^e échelon (indice 215) pour compter du 1^{er} janvier 1971, après régularisation de situation administrative, sera calculé sur la base de l'indice 792 (A.O.F. 470).

La présente décision a effet pour compter du 1^{er} janvier 1972 au point de vue de la solde.

DECISION No 1151-MFP du 20-8-73 — Le traitement de M. Agbegninou Anani Bernard, infirmier de 2^e classe 4^e échelon du cadre des personnels de la santé publique de la République du Dahomey en détachement au Togo, promu au grade d'infirmier principal 1^{er} échelon (indice 235) pour compter du 11 avril 1971 après régularisation de situation administrative, sera calculé sur la base de l'indice 829 AOF 496).

La présente décision a effet pour compter du 1^{er} janvier 1972 au point de vue de la solde.

Disponibilité

ARRETE No 599-MFP du 16-8-73 — M. Desanti René, adjoint administratif principal de classe exceptionnelle, en service au cabinet du ministre des affaires étrangères à Lomé, est placé, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans traitement pour une période d'un an à compter du 1^{er} août 1973 conformément aux dispositions de l'article 95—C de l'ordonnance no 1 du 4 janvier 1968.

Radiation

ARRETE No 591-MFP du 16-8-73 — M. Bagnah Ogamo Joseph, instituteur-adjoint de 4^e classe, admis dans le cadre des secrétaires d'administration, est rayé des effectifs du cadre supérieur de l'enseignement primaire à compter du 1^{er} janvier 1960.

Changement d'emploi

DECISION No 1149-MFP du 20-8-73 M. Boma B. Sylvestre, manoeuvre permanent de 1^{re} catégorie échelle D, en service au Lycée de Tokoin, est classé dans la catégorie des plantons-vaguemestres et porté à la 2^e catégorie échelle A pour compter du 2 janvier 1973.

L'intéressé conserve pour le calcul de la prime d'ancienneté, l'ancienneté acquise depuis le 1^{er} décembre 1964, date de son engagement.

La présente décision a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Classements

DECISION No 1106-MFP du 14-8-73 — M. Ajavon Ayité Urbain, agent permanent de 5^e catégorie échelle A, en service à la direction des douanes, titulaire du deuxième certificat de capacité en droit, est classé à la hors catégorie des agents permanents pour compter du 1^{er} juillet 1972.

La présente décision a effet au point de vue salaire pour compter de la date de sa signature.

DECISION No 1147-MFP du 20-8-73 — Mlle Pognon Léocadie Genéviève, sténo-dactylographe permanente de 3^e catégorie échelle A, en service à la direction générale

du plan et du développement, titulaire du certificat d'aptitude professionnelle (C.A.P. — option employé de bureau) est classée à la 5^e catégorie échelle A, pour compter du 1^{er} juillet 1973.

Absence irrégulière

DECISION No 1068-MFP du 10-8-73 — Est constatée pour compter du 12 juin 1973, l'absence irrégulière de son poste de M. Missoh K. Antoine, infirmier d'Etat de 2^e classe 3^e échelon du personnel médical et technique de la santé publique, en service au dispensaire de Gamè.

Pendant la durée de l'absence, l'intéressé n'aura droit à aucun traitement.

Sanctions disciplinaires

ARRETE No 525-MFP du 27-7-73 — La sanction de retard à l'avancement de deux (2) ans est infligée à M. Atchao Marcel, infirmier d'Etat de 1^{re} classe 2^e échelon du corps du personnel médical et technique de la santé publique pour manquement grave dans l'exercice de ses fonctions.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de signature.

ARRETE No 597-MFP du 16-8-73 — La sanction de retard à l'avancement valable pour une période de deux ans est infligée à M. da Silveira François, adjoint technique de 2^e classe 3^e échelon du service d'élevage.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

DECISION No 1115-MFP du 16-8-73 — Un avertissement est infligé à M. Ametowoyona Dossèvi Alphonse, infirmier d'Etat de 1^{re} classe 2^e échelon du personnel médical et technique de la santé publique, pour s'être fait complice de perception illégale de fonds.

Retraite

ARRETE No 584-MFP du 13-8-73 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Koura Napo, contre-maître principal 2^e échelon l'arrêté no 841-MFP du 6 décembre 1972.

M. Koura Napo, contremaître principal 2^e échelon du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles, en service dans le secteur des travaux publics de Bassari, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 16 février 1973.

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES ET DES TRANSPORTS

Nomination

DECISION No 281-MTP du 17-8-73 — M. Djirackor Clément, adjoint administratif principal 1^{er} échelon, précédemment Chef Section Recettes, est nommé chef bureau de la comptabilité-finances en remplacement de M. Akué Goëh Gabriel, adjoint administratif principal de classe exceptionnelle admis à la retraite.

M. Djirackor pourra prétendre, en cette qualité, au bénéfice de la prime de gestion dans les conditions définies par les textes en vigueur. La dépense afférente sera imputable au budget annexe des C.F.T., chapitre 1, article 1, paragraphe 1.

La présente décision aura effet pour compter du 1^{er} janvier 1974.

DIVERS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Secours scolaire

ARRETE No 101-PR-MEN du 3-8-73 — Un secours scolaire de 20.000 cfa (vingt mille cfa) est accordé, pour servir de frais de stage pratique à l'intérieur du pays, à chacun des étudiants togolais de l'école des sciences vétérinaires de Dakar et dont les noms suivent :

Abassa Kodjo Pierre	Domingo Abdou Moutiou
Agba Kondi Charles	Kombate Ignace
Badate Ala'n	Mawuena Innocent
Djato Nestor	Tchalim Lucien.
Tchaniley Mama	

$$\text{Total} = 20.000 \times 9 = 180.000 \text{ cfa.}$$

Le montant de ce secours scolaire soit 180.000 cfa (Cent quatre-vingt mille cfa) sera mandaté par bons de caisse par les soins du service des finances du Togo au nom des étudiants intéressés à Lomé.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1973, chapitre 44, article 3.

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Récépissé de déclaration d'association

(No 1420-INT-APA du 4-9-73)

TITRE DE L'ASSOCIATION : « Mutuelle Générale des Enseignants Togolais (MUGET) ».

Buts :

— Développement moral, intellectuel et physique de ses membres ;

- prévention des risques sociaux ;
- protection de l'enfance et de la famille ;
- réparation des conséquences des risques sociaux au moyen d'allocations complémentaires de celles assurées par les divers organismes sociaux ;
- assurer des aides, des prêts exceptionnels ;
- contracter auprès d'une compagnie d'assurance, en faveur de ses membres participants qui en auront formel-

lement exprimé le désir, une assurance collective destinée à couvrir le risque de décès ;

- contracter des assurances collectives et non nominales pour un nombre déterminé de mutualistes.

Siège Social : Lomé, Ministère de l'Education Nationale

Pièces annexées à la déclaration : Un exemplaire des statuts et une liste des membres du bureau directeur.

